



NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE  
ET DE LA SÉCURITÉ (ESC)  
Sous-commission  
sur les relations économiques  
transatlantiques (ESCTER)

COMMISSION POLITIQUE (PC)  
Sous-commission  
sur les partenariats de l'OTAN (PCNP)

## RAPPORT DE MISSION\*

Tokyo, Kyoto, Osaka (Japon)

18 – 22 juin 2018

230 JOINT 18 F | Original : anglais | 5 novembre 2018

---

\* Ce rapport de mission est présenté uniquement à titre d'information et ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Paul Cook, directeur de la commission de l'économie et de la sécurité.

## I. SYNTHÈSE

1. Le Japon soutient la démarche de négociation menée par le président des États-Unis, Donald Trump, en faveur de la dénucléarisation de la Corée du Nord. Mais il conserve une position circonspecte à l'égard du régime de la République populaire démocratique de Corée, selon les informations communiquées à une délégation de parlementaires de l'OTAN lors de sa récente visite au Japon. En outre, ce pays subit la menace directe de missiles balistiques ainsi que d'armes biologiques et chimiques en provenance de Corée du Nord.

2. La délégation réunissait la sous-commission sur les partenariats de l'OTAN (PCNP) et la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques (ESCTER). Ce groupe, composé de 28 parlementaires représentant 13 pays membres de l'Alliance et dirigé par Metin Lütfi Baydar (Turquie), était en visite à Tokyo, Kyoto et Osaka du 18 au 22 juin 2018. Le but de sa visite était d'obtenir un tableau complet de la sécurité dans cette région et de la façon dont le Japon réagit aux défis qu'il rencontre en ce domaine. Pendant ces cinq jours, la délégation a bénéficié d'exposés approfondis par de hauts responsables des ministères japonais de la défense et des affaires étrangères. Elle a de plus mené un actif dialogue avec le conseil pour la sécurité globale, composé de membres de la Diète. Le parlement japonais participe à l'AP-OTAN en qualité d'observateur parlementaire. Le programme s'est achevé par des débats avec des experts appartenant à la Fondation Sasakawa pour la paix, à l'Université de Kyoto, au groupe Shimadzu Seisakusho et à la préfecture d'Osaka.

3. Les interlocuteurs japonais de la délégation ont exposé aux parlementaires de l'AP-OTAN les défis qu'affronte actuellement le pays. Il s'agit principalement des ambitions nucléaires de la Corée du Nord, de la montée en puissance de la Chine et des dangers qui compromettent le système d'échanges économiques mondial. Ces derniers se sont aggravés depuis que les États-Unis se sont retirés de l'Accord de partenariat transpacifique (PTP) et qu'ils ont annoncé l'application de taxes douanières sur l'acier et sur l'aluminium japonais. Les représentants de l'État japonais comme les experts non gouvernementaux ont exprimé leurs inquiétudes quant au récent refus par le gouvernement américain actuel de continuer à assurer sa fonction de moteur dans des domaines essentiels à la stabilité internationale comme le commerce, entre autres. Cependant, rares étaient les interlocuteurs qui pensaient que les États-Unis voudraient mettre fin à leurs engagements en matière de sécurité en Asie orientale.

4. La Corée du Nord, en particulier par ses programmes concernant les armes nucléaires et les missiles, constitue une menace immédiate pour le Japon. Les officiels japonais ont exprimé l'espoir que la rencontre récemment tenue à Singapour entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un représentera un pas en direction de la dénucléarisation. Selon un représentant du ministère des affaires étrangères, la volonté de négocier, de la part de la Corée du Nord, s'explique en partie par la politique de « pression maximale » qu'applique le Japon. L'ensemble des interlocuteurs est convenu qu'il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour aboutir à une dénucléarisation de la Corée du Nord.

5. Les intervenants sont aussi convenus qu'il faudra que la République populaire de Chine joue un rôle essentiel dans les négociations avec la Corée du Nord pour que celles-ci arrivent à une issue favorable. Des représentants de l'État ainsi que des experts indépendants ont observé qu'il existe entre la Chine et le Japon d'importants liens économiques, ainsi qu'une histoire commune tissée de contacts fructueux comme de tensions. De considérables inquiétudes se font actuellement jour au Japon concernant l'assurance croissante que prend la Chine vis-à-vis de ce pays et d'autres dans la région. Cela se reflète notamment dans les revendications territoriales de Pékin en mer de Chine méridionale et orientale, ou dans les dépenses de plus en plus élevées et opaques qu'elle consacre à sa défense. C'est pourquoi plusieurs intervenants considéraient la Chine comme la plus grande source de préoccupation du Japon en matière de sécurité à long terme. La Russie a elle aussi accru sa présence militaire dans cette région, en particulier dans les territoires du nord (îles Kouriles), occupés par l'Union soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale mais revendiqués par le

Japon. Depuis quelques années, l'aviation japonaise effectue beaucoup plus d'interventions d'urgence qu'auparavant, en réaction aux provocations chinoises et russes.

6. Le Japon réagit de trois manières à ces problèmes de sécurité, a-t-il été expliqué à la délégation. Tout d'abord, le pays améliore ses capacités défensives par différents moyens, notamment la modernisation de ses forces armées et le renforcement de sa défense antimissile. De plus, le Japon œuvre activement à renforcer son alliance avec les États-Unis, toujours aussi essentielle non seulement pour sa propre défense mais pour la sécurité et la stabilité de la région entière. Enfin, il accroît sa collaboration sur des questions de sécurité communes avec d'autres partenaires comme l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANSEA). Cette importance accordée à la coopération multilatérale se reflète également dans la nouvelle stratégie étrangère de Tokyo, baptisée « stratégie pour un espace indopacifique libre et ouvert ».

7. Le Japon souhaite aussi développer son partenariat avec l'OTAN, comme l'ont souligné le ministre d'État à la défense, Tomohiro Yamamoto, et d'autres hauts responsables. Pour cela, le pays prévoit d'accroître sa représentation au siège de l'Alliance, en désignant à cette fin son ambassade en Belgique. Tokyo veut aussi coopérer avec l'OTAN en matière de cybersécurité. Le Japon est le plus ancien partenaire non européen de l'OTAN. Par le passé, il a soutenu nombre de ses opérations, notamment en finançant l'aide au développement ainsi que la formation de policiers en Afghanistan, ou en participant à des manœuvres de lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

8. Sur le plan économique, le Japon connaît un renouveau de croissance. Mais il souffre d'importants problèmes structurels, dont une colossale dette publique, qui dépasse 200 % du PIB. S'ajoute à cela la démographie du pays, dont la population vieillit, ce qui ne pourra qu'alourdir le poids des dépenses publiques.

9. L'évolution du Partenariat stratégique UE-Japon et du Partenariat bilatéral pour le commerce et l'investissement a fait l'objet de débats à la Délégation de l'Union européenne au Japon. La visite s'est achevée sur des exposés d'Ichiro Matsui, gouverneur, et d'autres représentants de la préfecture d'Osaka, concernant la prévention des situations d'urgences civiles, les mesures de préparation pour y faire face et leur gestion quand elles surviennent. Ces responsables ont aussi apporté à la délégation des informations détaillées sur les conséquences du tremblement de terre qui a touché la région d'Osaka juste au moment de la visite au Japon, le 18 juin.

## II. INTRODUCTION

10. Le Japon, qui est l'un des principaux partenaires de l'OTAN, a en commun avec les membres de l'Alliance des valeurs telles que la gouvernance démocratique, l'État de droit et les droits humains. Le pays se trouve actuellement face à une situation très difficile en matière de sécurité, ce qui influe sur ses relations avec l'OTAN et explique qu'il souhaite nouer avec elle des liens encore plus étroits.

11. Bien qu'après des années de stagnation, l'économie japonaise connaisse de nouveau une saine croissance, le pays doit surmonter un ensemble de difficultés d'ordre structurel. Pour le premier ministre Shinzo Abe, il est clair que le Japon doit résoudre ces problèmes, qui ralentissent sa croissance depuis des dizaines d'années. Il considère en outre que son pays doit aujourd'hui dépasser la sorte d'égoïsme collectif qui, dans le passé, a limité son influence internationale. Shinzo Abe a déclaré qu'il voulait donner au Japon une place plus importante vis-à-vis du reste du monde. En pleine prospérité asiatique, le pays doit jouer un rôle de premier plan dans l'instauration d'une sécurité bien organisée et dans l'établissement de relations économiques régionales dûment réglementées. Mais cela ne sera pas facile, le Japon rencontrant dans le paysage international de forts vents contraires. L'économie japonaise est en progrès mais sa population vieillit, c'est pourquoi

il est à prévoir que les pressions budgétaires s'accroîtront au cours des prochaines décennies. En outre, le pays demeure stratégiquement dépendant des États-Unis, son principal allié en matière de sécurité extérieure. Il est également entouré de voisins avec lesquels ses relations sont difficiles. Récemment, la Corée du Nord a réalisé des essais de tir de missiles au-dessus du territoire nippon, ce qui laisse penser que l'existence même du pays est en péril.

12. La contribution des États-Unis à la sécurité dans la région est aussi cause de préoccupation croissante au Japon, et le récent sommet entre États-Unis et Corée du Nord n'a fait qu'accroître ces inquiétudes. La décision par le président Trump d'interrompre les exercices militaires américains en Corée du Sud a été mal accueillie au Japon, où certains commentateurs ont assimilé cette démarche à une capitulation en faveur de Pyongyang. Cela a amené le premier ministre Shinzo Abe à nouer avec le président Trump des liens plus étroits, avec des résultats mitigés. Par exemple, il n'est pas parvenu à dissuader Donald Trump d'appliquer à l'encontre du Japon des taxes douanières sur ses exportations d'acier et d'aluminium. Les Japonais, de même que leurs voisins sud-coréens, s'inquiètent gravement de l'attitude du gouvernement Trump à l'égard de la Corée du Nord et regrettent de n'avoir pas été consultés de plus près lors de ce changement de politique. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle concerne pour le Japon des intérêts très importants, dépassant la question nucléaire. Par exemple, le sujet des ressortissants japonais enlevés par la Corée du Nord demeure explosif dans les échanges entre les deux pays. Les analystes japonais ne croient pas que le président Trump ait avancé en quoi que ce soit sur une question ou sur une autre lors du sommet de Singapour avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Cependant, le Japon évite de se montrer trop critique, ses dirigeants reconnaissant qu'il faut jouer sur le long terme avec le président Trump et avec les États-Unis en général.

13. Les relations du Japon avec la Chine évoluent elles aussi. Si la Corée du Nord et son programme nucléaire font planer une menace directe sur le pays, celui-ci s'inquiète extrêmement de la montée en puissance militaire de la Chine et de son attitude de plus en plus agressive en mer, à l'appui des revendications territoriales exprimées par la « ligne en neuf traits ». La Chine est le premier partenaire commercial du Japon et il existe entre ces deux grandes puissances asiatiques nombre de liens culturels. Mais elles diffèrent profondément pour ce qui concerne la culture politique, les orientations économiques et les choix stratégiques. Si l'endiguement de la Chine n'est pas une solution réaliste pour le Japon, celui-ci considère toutefois possible de cadrer cette puissance importante mais souvent antagoniste. Ces dernières années, les rapports entre les deux pays se sont considérablement améliorés mais leur rapprochement reste assez fragile.

14. Le Japon voit dans la Russie une puissance en déclin, qui ne représente pas de menace stratégique directe, même s'il existe toujours d'importants contentieux territoriaux avec elle concernant des îles situées dans le nord du pays. Le premier ministre Shinzo Abe a cherché à cultiver des rapports corrects avec le président Poutine, sans grands résultats. Ses efforts n'ont abouti à aucun progrès réel à propos des îles Kouriles, ni même à une politique économique commune.

15. Depuis les îles du Nord revendiquées par le Japon mais occupées par la Russie, jusqu'à la mer de Chine méridionale, le Japon assiste à une accumulation de dangers sur son territoire, ce qui l'amène à revoir ses perspectives stratégiques et sa conception de la défense nationale. Dans les îles Kouriles, les Russes ont déployé une division et renforcé leurs capacités militaires. De leur point de vue, l'archipel fait partie d'une ligne défensive face à une éventuelle invasion par les États-Unis.

16. La mer de Chine orientale et méridionale fait l'objet de divers contentieux entre la Chine et ses voisins, qui touchent également le Japon. Celui-ci considère comme étant de son ressort les îles Senkaku, archipel inhabité en mer de Chine orientale. Ses garde-côtes, qui patrouillent dans le secteur pour y protéger sa souveraineté, ont enregistré 101 incursions chinoises dans ces eaux en 2017, et 60 de janvier à mai 2018. De plus, la Chine a effectué des milliers de vols sur cette région, obligeant de ce fait le Japon à des décollages en urgence. De son côté, la Corée du Nord a réalisé cinq essais nucléaires, nettement amélioré ses capacités de tir sous-marin et allongé la portée de

ses missiles balistiques. Ses sous-marins, très bruyants, sont facilement détectables mais ils sont aujourd'hui à même de lancer des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM).

17. En mer de Chine méridionale, les îles Spratleys font l'objet d'un contentieux territorial persistant entre la Chine, Taiwan, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam. La Chine a fortement augmenté ses activités maritimes dans le secteur. Ces eaux représentant d'importantes voies de communication, le problème est particulièrement préoccupant pour le Japon comme pour les États-Unis. La Chine a transformé plusieurs de ces îles et atolls en vastes bases sur lesquelles elle déploie des forces aériennes et navales, compromettant potentiellement le commerce international. Pékin a aussi étendu sa présence militaire dans l'océan Indien, ce qui suscite une inquiétude croissante pour l'Inde et pour d'autres pays partenaires commerciaux de la région.

18. Tous ces aspects influent à de multiples égards sur la diplomatie japonaise. Bien que plusieurs conflits opposent de longue date le Japon à la Corée du Sud, les deux pays coopèrent sur des questions stratégiques relatives à leurs difficultés communes avec la Chine et la Corée du Nord. Le Japon comme la Corée du Sud ont été pris de cours lorsque le président Trump a annoncé qu'il allait suspendre certains exercices militaires en Corée du Sud. Au Japon, cette annonce a renforcé le point de vue des partisans d'une doctrine révisée, permettant de renforcer la défense nationale et de développer les forces d'autodéfense mais cette idée soulève aussi dans le pays une forte résistance. Le gouvernement doit trouver une voie délicate entre une réaction aux menaces contre sa sécurité et le maintien de liens étroits avec les États-Unis. Le retrait américain des négociations en vue de l'Accord de partenariat transpacifique est considéré au Japon comme un signe de très mauvais augure de la nouvelle orientation stratégique des États-Unis. Il est à souligner que le Japon resserre actuellement ses liens avec l'ANSEA et qu'il défend l'idée d'une coopération avec celle-ci sur des questions de sécurité commune. Il a tendu la main au Vietnam et aux Philippines, intéressés comme lui au premier chef par l'attitude de la Chine dans les eaux asiatiques. Si le Japon n'a pas de relations diplomatiques officielles avec Taiwan, les deux pays entretiennent des liens très amicaux ainsi que d'étroits rapports économiques. Le Japon œuvre à consolider ses relations avec d'autres pays d'Asie également. Il a en particulier fait des démarches en direction de l'Inde et de l'Australie, avec lesquelles il partage des valeurs démocratiques ainsi que certaines ambitions stratégiques, notamment un accès libre aux eaux internationales.

19. Il ne se manifeste actuellement pas de forte demande publique en faveur d'une modification de l'article 9 de la constitution, qui restreint l'activité des forces armées nipponnes à des opérations purement défensives. La position sécuritaire du Japon restera donc très probablement axée sur la défense du territoire. Cependant, les conditions d'une défense crédible évoluent. Le pays a déployé des forces navales en direction de Djibouti afin de se joindre à une coalition réalisant dans cette zone des opérations de lutte contre la piraterie. Il a également envoyé des forces de maintien de la paix au Soudan du Sud. Il se dote en ce moment de forces amphibies à déploiement rapide. Ces mesures, spécifiques et de modeste envergure, n'ont jusqu'à présent suscité aucune polémique au sein de la société japonaise.

### III. DÉFIS ÉCONOMIQUES

20. L'opinion japonaise s'est davantage manifestée au cours de ces derniers mois à propos de questions de diplomatie économique internationale, en particulier après l'annonce par le président Trump de son retrait des négociations du PTP, de l'application de nouvelles taxes douanières sur l'aluminium et sur l'acier japonais et d'études envisageant l'application d'autres taxes douanières, sur les automobiles, pour des raisons de sécurité nationale. Tout cela pourrait avoir des conséquences directes sur l'économie nipponne, fortement dépendante de ses échanges commerciaux et qui commence depuis quelques années à se remettre de décennies de récession. Les réformes lancées par le premier ministre Shinzo Abe ont eu des effets bénéfiques à divers égards. Surnommées « Abenomics », elles comportent des volets fiscaux, monétaires et structurels. Une moindre pression sur le plan quantitatif a amélioré la situation monétaire, mais les réformes

structurelles sont plus difficiles à mettre en œuvre, face à une forte résistance sociale et culturelle. Les transformations fondamentales qu'elles entraînent dans l'organisation de la société nippone rencontrent des obstacles majeurs, compte tenu des intérêts particuliers en faveur du statu quo.

21. Quoi qu'il en soit, le Japon jouit à l'heure actuelle d'une période de croissance relativement stable. Le marché de l'emploi est tendu, avec un taux de chômage de seulement 3 %. Mais le problème du vieillissement rapide de la population exige une solution à brève échéance. Pour certains, celle-ci réside dans la technologie et dans la robotique, ce qui explique la position de pointe qu'occupe le pays dans ce domaine. Pendant des décennies, la solution de l'immigration a été vouée à l'échec, car il était très difficile de faire s'installer à long terme des travailleurs étrangers au Japon. Cependant, la société nippone évoluant peu à peu, les travailleurs migrants jouent désormais un rôle très important dans de nombreux secteurs économiques. Beaucoup ignorent qu'aujourd'hui, un mariage sur huit au Japon concerne un couple dont l'un n'est pas japonais, le conjoint étranger étant dans la plupart des cas originaire d'un autre pays d'Asie. Cela traduit un changement important et une modification graduelle de l'opinion japonaise vis-à-vis des immigrés. Il existe par conséquent une disparité entre, d'une part, le discours officiel sur l'immigration et sur l'homogénéité du peuple japonais et, d'autre part, une réalité bien plus complexe. Des signes montrent à présent que les étrangers jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie nationale, même si l'immigration reste un point d'interrogation préoccupant dans la vision qu'ont les Japonais de leur société et de leur avenir. Par ailleurs, le pays se trouve face à une dette publique de 240 % du PIB. Il n'a pas déployé d'efforts remarquables pour résoudre ce problème, hormis une récente et forte augmentation de la TVA. En général, les Japonais ne s'inquiètent pas de cette dette, qui reste pour la majeure partie dans des mains japonaises, mais compte tenu de la situation démographique, ils doivent s'attendre à un surcroît de pressions à l'avenir sur la dépense publique.

22. La délégation a rencontré Tadamori Oshima, président de la Chambre des représentants. Celui-ci a déclaré que le Japon avait observé avec empathie la crise européenne concernant l'immigration et s'est également dit très préoccupé par le comportement de la Russie en Ukraine. Il a cependant remarqué qu'en Asie de l'Est, les sources d'inquiétude étaient avant tout la Chine et la Corée du Nord. Son pays partage avec l'Europe de l'Ouest et avec l'Amérique du Nord les valeurs de liberté, de démocratie, d'État de droit et de bonne gouvernance, et il compte sur une collaboration étroite pour les défendre. Cela joue un rôle important dans l'instauration d'une coopération encore plus grande entre l'Europe et le Japon en matière de sécurité, a-t-il ajouté.

23. Lors d'une réunion au cabinet du premier ministre, Yasutoshi Nishimura, secrétaire principal adjoint du cabinet, a évoqué une récente visite du secrétaire général de l'OTAN à Tokyo, en saluant cette occasion de renforcer la coopération du Japon avec l'Alliance. Il a observé que ce partenariat se fonde sur des principes démocratiques et sur des intérêts communs. Il s'agit notamment de la lutte contre les cyberattaques et contre la piraterie sur les voies stratégiques d'échanges maritimes entre l'Europe et l'Asie. Il a déclaré que le Japon souhaitait créer une mission permanente auprès de l'OTAN afin d'accroître cette coopération avec l'Alliance dans différents domaines. Son pays accueillant les Jeux olympiques en 2020, il faudra dans cette perspective mettre en œuvre un ensemble de mesures destinées à renforcer la cybersécurité. Il a reconnu que le Japon devait améliorer ses capacités dans ce domaine. Pour lui, des liens encore plus étroits avec l'OTAN sont un moyen d'y parvenir. La constitution japonaise impose toujours certaines limites à la politique du pays en matière de défense et de sécurité. Cependant, des raisons objectives légitiment un réexamen de la position nippone en matière de sécurité nationale, compte tenu de ces limites constitutionnelles et d'un ensemble d'obligations sociales de longue date et que l'État doit aussi prendre en considération.

24. Yasutoshi Nishimura a remarqué que le Japon était aussi appelé à nouer des liens encore plus étroits avec l'UE, à l'occasion de la signature d'un nouvel accord UE-Japon. Certaines frictions se sont produites avec le gouvernement Trump autour des questions commerciales. Le retrait des États-Unis des négociations concernant le PTP, par exemple, a été un choc. Pour les dirigeants japonais, il faut absolument que les États-Unis restent au sein du système mondial d'échanges

multilatéraux car Washington joue un rôle primordial dans l'élaboration d'un système commercial équitable.

25. La délégation a visité l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) afin de débattre de l'évolution du secteur aérospatial et de la coopération entre la JAXA, l'Agence spatiale européenne (ASE) et la NASA. L'Agence nipponne échange avec ses homologues un grand nombre d'informations concernant des projets divers, notamment ceux consacrés au changement climatique ou à l'observation terrestre. Elle est également engagée dans une réflexion à long terme concernant les missions sur Mars. Le Japon ne collabore pas étroitement avec la Chine, qui fait plutôt cavalier seul, mais il entretient des rapports de longue date avec l'agence spatiale russe. L'Agence japonaise appuie la politique spatiale du gouvernement et joue un rôle actif dans les questions de développement technologique. Disposant d'un budget de 180 milliards de yens (soit seulement un dixième de celui de la NASA et un tiers de celui de l'ASE), elle emploie 1 600 salariés. Son action actuelle se situe à mi-parcours d'un plan de sept ans visant à stimuler l'industrie aérospatiale au Japon.

26. Le Japon est présent de longue date dans le secteur aérospatial. Il a été le quatrième pays à placer avec succès une fusée en orbite. Sa politique spatiale a pour axe principal le soutien à la science et à l'innovation, fondement d'une industrie prospère. L'État aide des projets en matière de télécommunications, d'observation terrestre et de mesures. Les matériels qu'il développe s'exportent dans le monde entier. En février 2016, l'industrie spatiale mondiale générait 59 milliards d'euros, dont 2,6 milliards produits par le Japon, ce qui est relativement faible. Ses aides à l'industrie spatiale profitent toutefois à de nombreuses entreprises extérieures à ce secteur. De plus, on observe une multiplication des entreprises du secteur privé sur le marché de l'espace.

27. Les techniques d'observation terrestre depuis l'espace sont particulièrement précieuses pour un pays comme le Japon, souvent soumis à des tremblements de terre. En effet, les images prises par satellite permettent d'en évaluer les dégâts et de mieux appréhender le déplacement des plaques tectoniques et ses conséquences sur la géographie. Cette méthode est également d'une grande utilité pour faire face à d'autres catastrophes naturelles, comme les incendies ou les inondations. Enfin, les Japonais, très soucieux de la prolifération des débris spatiaux sur les orbites à fort trafic, œuvrent à l'élaboration de règles internationales plus strictes, visant à limiter la production de tels débris.

28. La délégation de l'AP-OTAN a rendu visite à la délégation de l'Union européenne au Japon, où elle a rencontré l'ambassadeur Viorel Isticioaia-Budura ainsi que des membres de son équipe. L'ambassadeur a constaté que la délégation était arrivée à Tokyo à un moment important pour les relations entre le Japon et l'UE. Celle-ci, qui resserre actuellement sa coopération avec l'État nippon, a conclu avec ce dernier un accord d'importance majeure, qui devrait être signé lors du sommet réunissant chaque année les deux pays. Le premier ministre Shinzo Abe doit se rendre à Bruxelles pour signer avec l'Union un nouvel accord de Partenariat économique et stratégique. L'UE collabore avec le Japon dans le cadre de nombreux forums, tels que le G7, le G20, l'ONU ou le forum régional de l'ANSEA. En octobre, l'UE accueille le sommet du dialogue Asie-Europe, qui réunit les dirigeants de 54 pays. Elle poursuit aussi un dialogue avec le Japon en particulier, concernant de nombreux sujets : cybersécurité, espace, énergie, culture, éducation et défense, entre autres. Le Japon voit désormais en l'UE un partenaire tant en matière de sécurité qu'en matière d'économie.

29. Francesco Fini, chef-adjoint de la délégation, s'est exprimé sur l'Accord de partenariat stratégique entre le Japon et l'UE. Il a remarqué que cette dernière a fait un choix stratégique en accentuant sa présence en Asie dans le but de forger des partenariats qui l'aideront à accomplir certains objectifs, tels que la promotion au niveau international d'un ordre libéral et démocratique, de l'État de droit et des droits humains. L'Accord de partenariat stratégique instaure un cadre juridiquement contraignant. C'est un texte dit « mixte » car il doit être ratifié par le Conseil, par le Parlement européen et par certains parlements nationaux. Pendant le processus de ratification, qui peut s'étendre sur une période assez longue, certains articles s'appliqueront à titre provisoire.

30. L'Accord de partenariat économique entre l'UE et le Japon devrait aboutir à un taux zéro de taxes de douane sur 91 % des échanges commerciaux avec ce pays. Cette exonération s'appliquera à tous les produits industriels ainsi qu'aux vins et spiritueux. En outre, les taxes sur les produits agricoles devraient diminuer considérablement au cours des quinze prochaines années. Cet accord, exclusivement conclu avec l'UE, sera ratifié par le Parlement européen. Des négociations menées en parallèle sur les investissements feront l'objet de processus de ratification mixtes, leurs résultats étant soumis à l'approbation de parlements nationaux. Cet accord de vaste ampleur devrait aussi supprimer de nombreuses barrières non tarifaires. En effet, leur réduction est l'une des priorités de l'UE autour de la table de négociation et nombre d'entre elles ont bel et bien été éliminées. L'UE considère que le Japon a adopté sur les barrières non tarifaires une position désormais plus libérale.

31. Pour l'UE, la montée en puissance de la Chine est à la fois une source de nouvelles possibilités et un défi à relever. Bien que l'accord UE-Japon ne soit en rien antichinois, la position de la Chine vis-à-vis du reste de la région est préoccupante. L'UE s'emploie à comparer des rapports sur les activités de ce pays vis-à-vis d'autres acteurs dans la région. La constitution nipponne impose d'importantes limites au secteur de la défense japonaise, et le pays est également encadré par un très important traité de sécurité avec les États-Unis. Depuis 2015, le Japon a adopté une position plus proactive en matière de sécurité et œuvre à renforcer son alliance dans ce domaine avec les États-Unis. Le premier ministre Shinzo Abe en a fait une priorité dans ses relations avec le président Trump.

32. Shinzo Abe se trouve dans une position de force relative, étant donné la confusion qui règne actuellement au sein de l'opposition. Il peut légitimement affirmer qu'il représente la stabilité et la continuité. Le pays doit encore surmonter des difficultés économiques dues à une importante dette publique et à une longue période de taux d'intérêts négatifs. Mais aujourd'hui, la croissance est repartie, les profits augmentent et le chômage se situe à un très bas niveau. Le pays commence à connaître une hausse des prix, avec un taux d'inflation approchant 2 %. Si sa dette publique représente 240 % de son PIB, ce qui est un taux très élevé, elle se trouve en grande partie entre des mains japonaises. Le déficit public a fortement diminué, le gouvernement visant à équilibrer son budget à l'horizon 2025. Dans un pays caractérisé par le vieillissement de sa population, cela ne sera pas tâche facile. En effet, le Japon perd environ 400 000 habitants par an. D'ici à 2058, sa population devrait tomber de 126 million à 87 millions. Ce déclin démographique représente un énorme défi sociétal. À elles seules, les dépenses de santé devraient augmenter de 60 % entre aujourd'hui et 2040. Or, reste encore à définir la façon dont celles-ci seront financées. Cette situation pourrait amener le Japon à reconsidérer sa politique en matière d'immigration, car le pays aura besoin de main d'œuvre pour compenser le vieillissement de sa population.

33. Lors de réunions au ministère des affaires étrangères japonais, la délégation et ses interlocuteurs ont débattu des difficiles relations du Japon avec la Russie. Du point de vue japonais, le problème le plus crucial réside dans le statut des territoires du nord occupés par la Russie. Ce contentieux frontalier fait que depuis la guerre, les deux pays n'ont jamais abouti à un traité de paix officiel. Longtemps, l'Union soviétique a nié l'existence de ce différend mais des discussions ont désormais lieu entre le Japon et la Russie.

34. En 1855, la Russie tsariste et le Japon signaient un premier traité définissant leur frontière dans les eaux des îles Kouriles. Puis, en 1875, ils signaient un traité concernant l'île de Sakhaline et, en 1905, le traité de Portsmouth, qui mettait fin à la guerre russo-japonaise. Les quatre îles des territoires du nord n'ont jamais appartenu à un autre État que le Japon. En 1945, l'Union soviétique déclarait la guerre au Japon et, après la capitulation de celui-ci, occupait les îles Kouriles puis avançait sur les quatre îles qui font l'objet du litige actuel. Le Japon a fini par renoncer à ses droits sur les îles Kouriles mais pas sur les quatre îles des territoires du nord. L'Union soviétique n'a jamais signé le Traité de paix de San Francisco, qui mettait fin à la guerre avec le Japon. Le différend n'a donc jamais été résolu.



35. Le premier ministre Shinzo Abe a rencontré le président Poutine à 21 reprises. Ils ont discuté ensemble d'activités économiques et de questions humanitaires communes concernant les quatre îles. Joseph Staline avait fait déporter de nombreux habitants et aujourd'hui, 17 000 Russes vivent sur ces îles. Beaucoup d'anciens résidents voudraient venir sur la tombe de leurs ancêtres, revendication que soutient fortement le gouvernement japonais. Les Japonais souhaitant se rendre sur les îles peuvent désormais le faire sans visa, mais il en faut un pour Sakhaline.

36. Ce différend persistant n'a pas empêché les deux pays de collaborer de manière fructueuse dans les domaines les plus divers. Le Japon encourage aussi la Russie à jouer un rôle international plus constructif sur des questions comme celle de l'Ukraine. Il soutient l'idée selon laquelle on doit respecter les lois internationales et ne pas modifier des frontières par la force. Considérant l'annexion de la Crimée comme un acte illégal, le Japon impose à la Russie des sanctions pour cette occupation. Il importe de l'énergie de Sakhaline mais se procure 90 % de son pétrole au Moyen-Orient. C'est pourquoi, alors que la sécurité de l'Europe en matière d'énergie passe par une réduction de ses importations en provenance de Russie, le Japon voit à l'inverse en ce pays un moyen de limiter sa dépendance excessive envers l'énergie moyen-orientale, qui représente pour lui une vulnérabilité stratégique.

37. Les analystes japonais ne constatent aucun engagement sincère de la part de la Corée du Nord à se dénucléariser et ne voient pas d'évolution vers un surcroît de vérifications à la suite du sommet entre les États-Unis et ce pays. Ils ne perçoivent pas plus, de la part de Pyongyang, d'engagement concernant les armes biologiques et chimiques. Tous ces aspects sont préoccupants pour le Japon. Cela dit, des officiels japonais reconnaissent l'importance potentielle du dialogue. Outre les questions d'armes de destruction massive, le Japon est extrêmement préoccupé par les enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord.

38. Les relations de la Chine se stabilisent depuis quelques années. Le premier ministre chinois a récemment fait une visite au Japon, marquant ainsi un important tournant. Cependant, des tensions persistantes se manifestent concernant la mer de Chine orientale, et en particulier à propos de ce que les Japonais qualifient d'intrusion de vaisseaux chinois dans leurs eaux territoriales. Le Japon s'est efforcé de trouver des intérêts communs avec la Chine afin de collaborer avec elle dans ces secteurs. Mais il s'inquiète de choix militaires chinois qui menacent sa propre sécurité. La question de Taiwan est particulièrement préoccupante, la Chine ayant adopté vis-à-vis de cette île une attitude plus provoquante. La Chine et le Japon s'inquiètent des programmes nucléaire et balistique nord-coréens. Ils voudraient tous deux empêcher la Corée du Nord de se doter de telles capacités, qui menacent la stabilité de la région. Mais les relations de Pékin avec Pyongyang dépendent aussi du fait que la Corée du Nord est pour la Chine un allié et un client.

39. Le Japon œuvre à la stabilité de la région avec ses principaux partenaires, avec qui il partage des valeurs économiques et politiques. Il a développé un partenariat stratégique avec l'Inde ainsi qu'un débat trilatéral avec les États-Unis et quadrilatéral avec l'Australie. L'annonce par les États-Unis de leur retrait des négociations sur l'Accord de partenariat transpacifique a beaucoup surpris au Japon et soulève évidemment, dans certains cercles, des questionnements quant à l'engagement américain en faveur de la stabilité en Extrême-Orient.

40. La délégation a également visité la Fondation Sasakawa pour la paix (SPF), dont elle a rencontré plusieurs experts. Cette organisation à but non lucratif se consacre à la collaboration internationale dans les domaines de la sécurité, des mers, du renforcement des relations entre pays d'Asie, du Moyen-Orient et du Sud Pacifique, des libertés individuelles, des droits humains et de l'égalité des sexes. Elle a grandement fait avancer la coopération en Asie. Celle-ci devient d'autant plus importante que certains signes inquiétants donnent à penser que les États-Unis changent d'attitude vis-à-vis de cette partie du monde. Si rien n'indique qu'ils envisagent de se retirer de la région à brève échéance, il n'en est pas moins prudent de parer à cette éventualité, quelque « impensable » qu'elle soit pour la plupart des Japonais. C'est l'une des multiples raisons pour lesquelles le Japon se rapproche de l'Europe.

41. Le Japon a suivi les rencontres entre les États-Unis et la Corée du Nord avec inquiétude. Les États-Unis jouent un rôle crucial de dissuasion dans la région. Une rupture de leurs relations avec la Corée du Nord risquerait de déclencher un conflit aux conséquences mondiales. La Corée du Nord dépend extrêmement de ses échanges commerciaux avec la Chine, ce qui donne à la plus importante de ces deux puissances un avantage sur cet allié difficile. Bien entendu, les Chinois s'inquiètent des capacités nucléaires de la Corée du Nord. Mais selon certains dirigeants chinois, cela constitue davantage un problème pour les États-Unis que pour la Chine. À moins qu'ils pèchent par excès d'optimisme.

42. La politique intérieure de la Chine évolue elle aussi, le pays entrant semble-t-il dans une période d'autoritarisme accru. Xi Jinping a renforcé son pouvoir et augmenté ses capacités de répression. Ceci expliquant peut-être cela, la période de forte croissance qu'a connue le pays touche à sa fin. Ce rapide essor a engendré une corruption extrême. Xi manifeste l'intention de surmonter ce problème, ne serait-ce que dans le but d'asseoir davantage son propre pouvoir. De nombreux acteurs trouvaient un avantage dans l'ancien système. La volonté présidentielle de remettre leurs intérêts en question laisse croire à un profond changement politique. Pour exercer ce changement, le principal instrument qu'utilise Xi est la répression.

43. La suspicion chinoise envers l'Occident s'accroît elle aussi. Cela fournit un prétexte supplémentaire à la répression. Paradoxalement, le pays se ferme juste au moment où ses ambitions de devenir une superpuissance deviennent manifestes. Les entreprises chinoises progressent énormément sur l'échelle de production. L'économie du pays repose sur des bases beaucoup plus solides qu'auparavant et gagne en complexité. Cette évolution pourrait peser sur la guerre commerciale qui oppose de plus en plus la Chine et les États-Unis. La Chine, qui a placé au rang de ses priorités le développement de son secteur technologique, fait tout pour acquérir la technologie occidentale, que ce soit par des moyens légaux ou par le biais de l'espionnage. Cela représente un défi direct pour les États-Unis, et Washington le comprend ainsi. Les capacités croissantes de la Chine en matière de cyberactivités sont l'une des raisons pour lesquelles le Japon souhaite coopérer davantage avec l'OTAN dans le domaine de la cybersécurité. Cela fait partie des priorités du pays, comme il ressort de la récente visite de Shinzo Abe au siège de l'Alliance. Le Japon va envoyer du personnel au Centre d'excellence de l'OTAN en Estonie, spécialisé dans ce domaine. Pays d'accueil des Jeux olympiques en 2020, il doit dans cette perspective renforcer ses capacités en cybersécurité et, afin d'assurer une sécurité adéquate de l'évènement, coopérer encore plus étroitement avec d'autres États.

44. L'OTAN a procuré au Japon un autre important moyen de coopérer avec des partenaires partageant les mêmes valeurs que lui. L'Alliance et le Japon, qui poursuivent un dialogue depuis le début des années 1990, ont manifesté textuellement leur désir de coopération toujours plus étroite par une déclaration politique conjointe signée en avril 2013. Sur le plan pratique, cette coopération existe depuis longtemps et dans de nombreux domaines, comme par exemple la cyberdéfense, la sécurité maritime, l'assistance humanitaire et les secours en cas de catastrophe, la non-prolifération et les sciences de la défense.

45. Le Japon voit sa sécurité directement menacée par le programme nord-coréen de missiles balistiques, mais il est loin d'être seul dans ce cas : les missiles nord-coréens ont la capacité d'atteindre l'Europe, une partie des États-Unis ainsi que la Russie et la Chine. Cependant, le Japon est également vulnérable à des missiles à plus courte portée, déjà opérationnels et déployés sur tout le territoire nord-coréen. Suivant une doctrine d'attaque par saturation, les Nord-Coréens cherchent à augmenter la portée, la précision et la maniabilité de leurs missiles. Ils se sont dotés de lanceurs mobiles et ont procédé à des essais de lancement sous-marin, bien que leurs sous-marins soient très bruyants. Ces missiles, qui fonctionnent aux combustibles solides, se caractérisent par leur rapidité de lancement.

46. Pour parer à ce danger, le Japon se dote actuellement d'une architecture militaire purement défensive, reposant sur un intercepteur à mi-course et en phase terminale. En cas d'entrée en phase terminale, des missiles Patriot prennent le relais. L'armée a en outre décidé de déployer le système Aegis à terre et travaille avec les États-Unis sur ce projet. La Chine comme la Russie sont fermement opposées à ce dernier programme, qui compromet, selon elles, l'équilibre stratégique. La Russie considère que le Japon exagère la menace représentée par les missiles balistiques. Elle utilise à cette fin un langage très proche de celui qu'elle emploie à propos d'un dispositif de défense semblable, par missiles à portée réduite, mis en place en Europe.

47. La Chine affecte à sa défense un budget actuellement estimé à environ un tiers de celui des États-Unis, bien que cela ne recouvre pas ses dépenses en programmes spatiaux. Ni son budget ni ses programmes ne sont transparents. Les forces militaires chinoises sont de plus en plus actives en mer du Japon et en mer de Chine orientale. Là encore, le Japon a dû procéder à des décollages en urgence en réaction à certaines de ces menées. De plus, les Chinois construisent à l'heure actuelle des bases militaires sur plusieurs récifs faisant l'objet de différends territoriaux. Cela représente un sérieux challenge stratégique pour ses voisins, parmi lesquels le Japon, car ces plateformes servent d'ores et déjà à des actions de provocation. Elles accroissent la portée des armes chinoises et permettent le déploiement de sous-marins.

48. Le Japon souhaiterait conclure un traité de paix avec la Russie afin de régler le conflit sur les territoires du nord, mais il assiste à une augmentation des activités militaires russes et notamment à une multiplication du nombre de sorties aériennes, qui justifient l'envoi d'unités aériennes japonaises. La Russie a fait une démonstration de force en lançant ses bombardiers à long rayon d'action autour du Japon. Les Russes, considérant désormais la mer d'Okhotsk comme un bastion stratégique en leur possession, y ont accru leur présence navale. Ils ont aussi déployé un nombre considérable de missiles sur les îles litigieuses, alors que le Japon s'oppose à leur militarisation. La Russie pénètre aussi dans l'océan Indien, où elle multiplie ses opérations navales. Elle possède des bases dans différents pays, dont le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka, qui l'aident à accroître son rayon d'action navale. Elle a également établi une base à Djibouti, ce qui indique à quel point elle est disposée à se déplacer vers l'ouest. Dans un sens, ces activités sont un pendant militaire à la « nouvelle route de la soie » chinoise.

49. Le Japon se trouve ainsi face à de très préoccupants défis stratégiques. Il a fondé ses réactions sur de très importantes relations, comme il y a été fait allusion lors d'un débat avec Yoshiomi Saito, professeur associé à l'Université de Kyoto. Celui-ci a remarqué que les États-Unis demeuraient le principal partenaire de son pays. La constitution du Japon interdit à celui-ci de se doter de capacités militaires offensives, c'est pourquoi il est tributaire de ses alliés américains pour appuyer ses forces défensives. Le pays resserre aussi sa coopération avec des partenaires de l'ANSEA, ainsi qu'avec l'Australie, l'Inde, certains pays d'Europe et l'OTAN. Le Japon en appelle à une stratégie libre et ouverte indopacifique afin de multiplier les échanges économiques avec ses partenaires dans cette vaste région.

50. Le Japon s'efforce en outre de promouvoir l'application de règles, le respect des normes internationales et la liberté de la navigation. Pour cela, il procure une assistance en matière de sécurité à différents États de la région. Il entretient également un partenariat étroit avec les États-Unis, l'Inde et l'Australie, tout en renforçant ses liens avec d'autres pays, comme l'Indonésie. Il est très favorable à une plus grande collaboration avec la Corée du Sud, mais des différends non résolus avec ce pays empêchent d'approfondir leur coopération. Des aspirations se manifestent au Japon dans le sens d'une plus grande coopération avec la Corée du Sud. Le Japon ne se voit pas aller à l'encontre du projet chinois « nouvelle route de la soie », mais il œuvre en faveur d'une région plus diverse, plus ouverte et plus libre, ambition que ne poursuit pas nécessairement la Chine.

51. Des démarches sont également effectuées pour réexaminer les contraintes imposées par la constitution nippone sur ses forces armées. Son article 9 fait désormais l'objet d'une réinterprétation. Le Japon a fondé un conseil de sécurité nationale et mis en place une stratégie en matière de

sécurité. Son premier ministre Shinzo Abe aimerait poursuivre l'assouplissement de l'interprétation de l'article, voire aboutir à sa révision. Cette idée soulève d'importantes résistances occasionnant parfois d'intenses débats.

52. Les inquiétudes suscitées par le retrait américain du consensus libéral internationaliste ont relancé ces débats. Hiroshi Nakanishi, professeur à l'École supérieure de Droit, a indiqué que le Japon déployait d'importants efforts pour gérer ses relations avec le gouvernement Trump. Des difficultés étaient également survenues lors du mandat du président Obama. Pour les représentants officiels et pour les experts japonais, son gouvernement n'avait pas réagi avec assez de zèle au programme d'armement nucléaire nord-coréen et à la position de plus en plus agressive de la Chine en Asie. Le Japon ne veut pas de guerre dans la péninsule coréenne, pas plus qu'il ne veut d'une Corée du Nord disposant de l'arme nucléaire. Il espère que les États-Unis reviendront à la table de négociation de l'Accord de partenariat transpacifique, projet précisément destiné à contrebalancer le poids de la Chine en Extrême-Orient.

53. Le budget de la défense japonais équivaut à approximativement un tiers de celui de la Chine. Le Japon est cependant confronté à un grave déficit, ce qui limite ses possibilités de dépenses. Actuellement, le budget qu'il consacre à sa défense représente environ 1 % de son PIB, part que le premier ministre aimerait augmenter. Le pays s'efforce en outre d'améliorer l'efficacité de sa défense. Pendant de nombreuses années, la loi a interdit aux industries de la défense nippones de collaborer avec des entreprises non japonaises. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'importants programmes collaboratifs sont en cours, par exemple avec le Royaume-Uni et avec la France dans des domaines tels que le développement de missiles ou les systèmes de détection sous-marins. Si ces projets demeurent assez modestes, ce sont d'importants premiers pas. Le Japon accueille les forces américaines sur son territoire et entre dans de généreuses dépenses pour soutenir leur présence. Le gouvernement Trump a reconnu l'intérêt de ce modèle. Le Japon participe aussi à des échanges de renseignements stratégiques avec ses voisins sur des sujets d'intérêt commun.

54. La constitution nippone continue d'encadrer toujours le déploiement de ses forces armées par le Japon. Celles qu'elle autorise sont surtout visibles à l'extrémité la plus pacifique du spectre militaire. Ainsi, le pays peut participer à des opérations de maintien de la paix mais pas à des opérations d'imposition de la paix. Il peut défendre les troupes d'autres pays dans le cadre d'une opération de maintien de la paix mais pas lors d'opérations d'imposition de la paix ou de conflits d'État à État. Les définitions revêtent donc une grande importance pour les gouvernants nippons.

55. La délégation a visité le groupe Shimadzu Seisakusho. Situé à Osaka, c'est l'un des poids lourds mondiaux dans le domaine de la santé, plus précisément en ce qui concerne les instruments d'analyse, la robotique et les produits médicaux. Teruhisa Ueda, président de l'entreprise, a présenté celle-ci. Il a souligné que l'un de ses chercheurs, Koichi Tanaka, a reçu en 2002 le prix Nobel pour ses travaux sur la spectrométrie de masse des protéines. Il a ajouté que Shimadzu Seisakusho développait actuellement des moyens de détection précoce du cancer ainsi que de nouvelles thérapies visant à l'élimination des cellules cancéreuses. Mitsuo Kitaoka, responsable de la recherche-développement, a expliqué que l'entreprise étudiait les mégatendances afin d'aligner sa recherche sur celles-ci. Il a observé que le déclin de la natalité et le vieillissement de la population étaient pour le Japon des réalités démographiques d'importance critique, qui risquent d'accroître les coûts des dépenses médicales. Shimadzu Seisakusho cherche des moyens de réduire ces coûts, ainsi que des techniques et dispositifs permettant de mieux faire face au vieillissement. Le réchauffement climatique est une autre tendance que l'entreprise suit de près. Celle-ci établit un lien entre ces tendances et des évolutions techniques comme celle, en progression rapide, de l'internet des choses, qui devrait un jour rendre d'importants services aux personnes âgées. Le groupe développe des techniques chirurgicales moins invasives afin de réduire le poids et le coût des interventions et des soins post-opératoires. Il travaille également dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'automation, de l'énergie propre, des matériaux pour batteries de la prochaine génération et des matériaux composites à haute performance, grâce auxquels le Japon surmontera mieux de futures pénuries de main d'œuvre.

56. La délégation a rencontré des représentants de la préfecture d'Osaka quelques jours après un séisme de forte magnitude dans cette ville, qui a fait 6 morts et plus de 300 blessés. Ichiro Matsui, gouverneur, a déclaré à la délégation que la solidarité internationale était très importante lors de catastrophes comme celle-ci. Il a décrit les actions menées par la préfecture pour réagir aux situations d'urgence, ainsi que les mesures que la ville met en place en vue d'autres tremblements de terre. Un programme décennal est en cours pour rendre toutes les infrastructures essentielles résistantes à d'importants événements sismiques. Ichiro Matsui a aussi déclaré que dans de telles circonstances, l'échange d'informations est capital, c'est pourquoi son administration communique celles-ci dans de nombreuses langues. Une plateforme de gestion des catastrophes envoie des messages à tous les téléphones mobiles dans la région. Ce type d'organisation est particulièrement important dans une grande ville comme Osaka. Celle-ci, qui accueillera l'Expo 2025, a intégré la gestion des catastrophes dans son processus général de préparation à cet événement d'envergure mondiale.

57. Avec une population d'environ 8 830 000 habitants, Osaka produit 7 % du PIB japonais. La ville a reçu 11 millions de visiteurs en 2017. Riche d'une très forte culture commerciale, elle abrite le siège d'un grand nombre des plus importantes entreprises nippones, y compris Panasonic et de nombreuses sociétés du secteur de la santé, regroupées dans un important centre de recherche en biologie, dans la région du Kansai. Les universités de Kyoto et d'Osaka sont des rouages essentiels du dynamisme économique de la région. L'administration locale œuvre en étroite collaboration avec ces institutions. Le secteur privé contribue à une synergie accrue dans la région entre ces institutions académiques et le monde de l'entreprise.

---